

*Ruralia*

**Ruralia**

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

03 | 1998

Varia

---

## Agriculture familiale et développement territorial au Brésil

Ricardo Abramovay

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/57>

ISSN : 1777-5434

### Éditeur

Association des ruralistes français

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1998

ISSN : 1280-374X

### Référence électronique

Ricardo Abramovay, « Agriculture familiale et développement territorial au Brésil », *Ruralia* [En ligne], 03 | 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/57>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Agriculture familiale et développement territorial au Brésil

Ricardo Abramovay

---

- 1 Le modèle de croissance urbaine que le Brésil vit depuis ces quinze dernières années peut devenir un atout pour la revitalisation du milieu rural<sup>1</sup>. Les politiques d'appui ou de création de nouvelles unités familiales en milieu rural auront d'autant plus de succès que se multiplieront les occasions d'intensifier des liens dynamiques et diversifiés de ces unités avec les villes. Toutefois, la consolidation d'un système brésilien de villes<sup>2</sup> est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour permettre cette intégration ; il importe avant tout que la population rurale soit dotée des moyens et des prérogatives<sup>3</sup> qui lui permettent de tirer profit du dynamisme que les villes tendent à propager autour d'elles<sup>4</sup>. La récente décentralisation du processus d'investissements industriels<sup>5</sup>, des investissements publics en de nouvelles voies de transport, associée à l'amplification des possibilités ouvertes par la privatisation du système de télécommunications sont la base objective de formulation d'un ambitieux projet de développement rural pour le pays.
- 2 Le patrimoine de la plus grande partie de la population rurale brésilienne est si précaire qu'elle risque de rester en marge du processus, lent mais réel, d'intériorisation de la croissance économique que le pays vit en ce moment. C'est ce qui justifie une politique active de la société et de l'État visant à altérer la matrice qui servira de base à l'insertion sociale des individus, de sorte qu'ils puissent vaincre la pauvreté, c'est à dire élargir leurs « choix et leurs chances de vivre une vie acceptable »<sup>6</sup>. L'accès à la terre est une des conditions fondamentales de ce changement, mais il ne peut avoir de sens que s'il s'accompagne de l'accès à un ensemble de conditions, qui modifient l'ambiance institutionnelle locale et régionale et permettent de découvrir le potentiel de chaque territoire pour participer à ce processus de développement. Cela ne dépend pas seulement de l'initiative et du transfert de ressources de la part de l'État, mais fondamentalement de la mobilisation des forces sociales intéressées par la valorisation du milieu rural : c'est de là que pourront naître les nouvelles institutions capables de déclencher le développement de régions vues socialement comme condamnées au retard et à l'abandon.

- 3 Dans la mesure où le dynamisme et la diversification des villes entraînés par l'intériorisation du processus de croissance économique seront significatifs, plus grandes seront les chances de la population rurale de remplir un ensemble varié de fonctions pour la société et de cesser d'être considérée comme une « réserve de main-d'œuvre en trop ». Le développement brésilien, par la diversification de son système urbain, va exiger une nouvelle dynamique territoriale, où le rôle des unités familiales peut être décisif.
- 4 Comme dans les pays capitalistes centraux, le développement rural doit être conçu dans un cadre territorial, beaucoup plus que sectoriel <sup>7</sup>, mais, ici, le défi sera moins de savoir comment intégrer l'agriculteur à l'industrie que d'arriver à créer les conditions nécessaires pour qu'une population valorise un certain territoire dans un ensemble très varié d'activités et de marchés. Une étude récente de l'OCDE <sup>8</sup> montre que le succès de certaines régions rurales des pays développés dans la création d'occupations productives peut être attribué à une « composition sectorielle favorable. Les bons résultats dans la création d'emplois résultent d'une dynamique territoriale spécifique qui n'est pas encore très bien comprise, mais qui comporte probablement des aspects tels que l'identité régionale, un climat favorable à l'esprit d'entreprise, l'existence de réseaux publics ou privés, ou l'attraction de l'environnement culturel et naturel ». L'exploitation de cette nouvelle dynamique territoriale suppose des politiques publiques, qui stimulent la formulation décentralisée de projets capables de valoriser les attributs locaux et régionaux dans le processus de développement.
- 5 L'objectif de ce texte est d'exposer les principaux arguments favorables à une politique de développement rural au Brésil. Le développement rural ne se fera pas spontanément, comme résultat de la dynamique des forces du marché. Pour élaborer des politiques capables de le promouvoir, il faut avant tout qu'on transforme les attentes des élites brésiliennes à propos de leur milieu rural ; celles-ci s'imaginent, en effet, que le développement entraîne comme corollaire que se fasse le vide social, culturel et démographique des campagnes. Les fonctions positives que le milieu rural peut remplir pour la société brésilienne se fondent en premier lieu sur le processus, timide mais réel, de décentralisation de la croissance économique et sur le développement des villes moyennes, comme on le verra dans la seconde partie de ce travail. S'il est vrai que l'exode rural brésilien reste très significatif comme l'indique la troisième partie du texte (à propos des processus migratoires récents, par sexe, âge et région), la contrepartie en est la précarité avec laquelle les noyaux urbains absorbent les migrants ruraux ; ceux qui quittent les campagnes en plus grand nombre, et surtout les jeunes, sont ceux qui ont le plus de difficultés à s'intégrer aux marchés urbains du travail. La quatrième partie expose, sous la forme de thèses, les raisons et quelques-unes des conditions nécessaires pour que le milieu rural représente une alternative de développement pour les populations qui y vivent aujourd'hui et ont de plus en plus de difficultés à s'intégrer de manière constructive à la vie urbaine.

## La croissance des « villes moyennes »

- 6 Le cadre social des villes brésiliennes peut rendre étonnante la thèse défendue par Vilmar Faria <sup>9</sup>, selon laquelle le pays ne connaît pas le processus décrit dans la littérature internationale sous le nom de *overurbanization*. En fait, à la différence d'autres pays en développement (principalement l'Afrique au sud du Sahara), l'urbanisation brésilienne, à partir de 1970, ne s'est pas limitée à quelques agglomérations remplies des réfugiés qui

vivaient à la campagne dans des conditions de vie absolument misérables ; mais elle s'est diversifiée nationalement et a exercé un fort pouvoir d'attraction sur la population rurale par sa dynamique propre et sa capacité de création de revenus.

- 7 En 1970, pas moins de 43,5 % de la population urbaine brésilienne se concentrait dans dix centres de plus de 500 000 habitants. En 1991, cette proportion tombe, malgré le progrès de l'urbanisation, à 33,6 % et se distribue entre 24 centres urbains. Mais les agglomérations qui croissent le plus entre 1970 et 1991 sont ce qu'on appelle les centres moyens, qui comptent de 250 000 à 500 000 habitants. En 1970, il n'y avait que six villes de cette importance, comptant à peine 3,5 % de la population urbaine ; en 1991, il y a déjà 33 villes de cette dimension, où résident plus de 10 % des habitants urbains. En général, « les villes intermédiaires (de 50 000 à 500 000 habitants) qui, en 1970, comprenaient 19,1 % de la population urbaine nationale, représentent déjà, en 1991, près d'un tiers de cette même population »<sup>10</sup>.
- 8 Mais cette relative réduction de la concentration démographique ne s'est pas diffusée de forme homogène sur l'ensemble du territoire. Le sud-est et le sud réunissent en 1991 près de 70 % des municipalités de 100 000 à 500 000 habitants. Le nord-est compte 19,7 % de ces municipalités, le nord 6,8 % et le centre-ouest 4,3 %<sup>11</sup>. Les spécialistes associent ce modèle de croissance urbaine à un phénomène, qu'on appelle au Brésil « déconcentration concentrée »<sup>12</sup> de l'industrie, qui sort des régions métropolitaines, mais pour atteindre une zone relativement proche. Clélio Campolina Diniz et Marco. A. Crocco<sup>13</sup> indiquent un polygone, qui s'étend de la région centrale de Minas Gerais au nord-est du Rio Grande do Sul. Le travail récent de Denise Andrade Rodrigues, de la Banque nationale du développement économique et social (BNDES)<sup>14</sup>, montre un timide élargissement de ce polygone d'investissements brésiliens, surtout en direction du Ceará, à Bahia et à quelques régions du sud. « Les investissements autour de Salvador, Recife, Fortaleza et Natal pourraient garantir une trajectoire d'absorption de main d'œuvre au dessus de la moyenne. En outre, un nouveau type d'industrie s'intéresserait à la région, en fonction de son potentiel touristique et de son marché consommateur ». Ce qui attire l'attention dans cette enquête de la BNDES, c'est la diversité de ces investissements<sup>15</sup> et leurs possibles effets multiplicateurs locaux, qui doivent avoir une répercussion contradictoire sur le milieu rural. D'une part, ils attirent une partie de la population rurale et surtout ses segments les plus jeunes. D'autre part, cependant, à mesure que le tissu économique de ces villes moyennes se diversifie, leurs demandes vers le milieu rural tendent aussi à s'élargir, ce qui ouvre le champ à la formation d'un réseau territorial qui peut stimuler diverses activités de la campagne elle-même.
- 9 Il faut souligner que la croissance industrielle et l'amplification des villes moyennes n'entraînent pas nécessairement une meilleure distribution des revenus, ni même une réduction du niveau de la pauvreté urbaine. Ceci renforce l'idée qu'il y a, dans les campagnes, des chances de création de revenus capables de promouvoir une meilleure intégration des populations qui y vivent. Transformer cette possibilité en réalité dépend de la capacité que, non seulement l'État, mais l'ensemble des forces intéressées à la valorisation du milieu rural auront d'élaborer et d'exécuter des projets qui renforcent et dynamisent les relations rurales-urbaines. Les villes brésiliennes continuent d'attirer fortement la population rurale, surtout les plus jeunes et, parmi ceux-ci, de plus en plus de filles. À la différence de la période qui va jusqu'au début des années 1980, les chances que cette population a de s'intégrer réellement à la vie urbaine diminuent de plus en plus, comme nous le verrons maintenant.

## L'exode rural des années 1990

- 10 Il est vrai que l'exode rural des années 1990 semble montrer un certain ralentissement par rapport aux décennies antérieures, comme le montre le travail de Ana Amélia Camarano et Ricardo Abramovay<sup>16</sup>. Mais on ne peut pas parler, en termes généraux, d'un renversement de la tendance observée ; depuis 1940, à chaque décennie, plus d'un tiers de la population qui résidait en milieu rural au début de la période a émigré vers les villes. Durant les années 1980, ce furent plus de douze millions de personnes qui migrèrent et, dans la première moitié de la décennie 90, l'exode a déjà atteint 5,6 millions d'individus. Si ce rythme se maintenait jusqu'à la fin de la décennie, nous aurions un nombre de migrants correspondant à 29,3 % de la population résidente au début de la période (tableau 1).

Tableau 1 : Évaluation du mouvement de population au Brésil entre 1950 et 1995<sup>17</sup>

Période	Population migrante (en milliers de personnes)	Taux en %
1950-1960	- 10 824	- 33
1960-1970	- 11 464	- 29,9
1970-1980	- 14 413	- 34,1
1980-1990	- 12 135	- 31,4
1990-1995 *	- 5 654	- 29,3

- 11 Mais ce qui attire l'attention dans les migrations rurales-urbaines des années 1990, outre leur volume global, ce sont trois autres caractéristiques. a) C'est du nord-est que sortent plus de la moitié des émigrants ruraux brésiliens dans les années 1990 ; des 5,8 millions de migrants ruraux, pas moins de 3,1 millions proviennent du nord-est (tableau 2).

Tableau 2 : Évaluation du mouvement de population par région entre 1950 et 1995<sup>18</sup>

Périodes	1950-	1960	1960-	1970	1970-	1980	1980-	1990	1990-	1995
Régions	en milliers	en %								
nord	-297,2	2,7	-362,7	3,2	125,1	-0,9	271,6	2,2	-467,1	8,1
nord-est	-5.009,9	46,3	-3.083,9	27,0	-4.912,0	34,1	-5.419,5	44,6	-3.154,10	54,6
sud-est	-3.895,0	36,0	-6.011,4	52,7	-4.512,2	31,3	-3.126,5	25,7	-1.043,10	18,0
sud	-1.397,5	12,9	-1.624,3	14,2	-4.184,8	29,0	-2.695,0	22,2	-808,4	14,0
centre ouest	-224,5	2,1	-329,9	2,9	-929,1	6,4	-1.175,1	9,7	-308,6	5,3

Total	-10.824,1	100	-11.412,2	100	-14.413,0	100	-12.144,5	104	-5.781,30	100
-------	-----------	-----	-----------	-----	-----------	-----	-----------	-----	-----------	-----

- 12 b) Quand on compare les migrants ruraux avec la population résidente au début de la décennie de chaque période, on observe une chute plus significative au sud-est et au sud durant la première moitié des années 1990 ; 37,7 % des habitants ruraux du sud et 35,2 % de ceux qui se trouvaient au sud-est au début des années 1980 ont quitté la campagne pendant la décennie. Durant les années 1990, cette proportion tombe respectivement à 30,2 % et 25,9 %, si le rythme se maintient jusqu'à la fin de la décennie <sup>19</sup>. Quant au nord-est et centre-ouest, le processus de « déruralisation » reste très accentué pendant les années 1990, et il est probable que cette situation se soit aggravée avec la récente sécheresse. Ainsi, les années 1990 marquent nettement un point d'inflexion de l'exode rural des régions sud-est et sud. Mais il est loin d'en être de même au nord-est.

Tableau 3 : Mouvements migratoires entre 1950 et 1995 <sup>20</sup>

Régions	1950-1960	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-1995*
nord	- 18,5	- 22,6	6,3	9,6	- 21,5
nord-est	- 30,8	- 14,9	- 20,1	- 22,4	- 31,1
sud-est	- 30,6	- 46,5	- 40,6	- 35,2	- 25,9
sud	- 18,9	- 22,0	- 45,5	- 37,7	- 30,2
centre-ouest	- 11,6	- 17,0	- 35,2	- 48,8	- 38,5
Brésil	- 25,4	- 26,5	- 31,6	- 28,4	- 29,3

- 13 c) Les migrants ruraux brésiliens sont de plus en plus jeunes et, parmi eux, le poids des filles est supérieur à celui des garçons. Dans la décennie 1960, les migrations prédominaient dans la couche d'âge des 40-49 ans ; dans les années 1990, les migrations prédominent dans le groupe des 15-19 ans <sup>21</sup>. En même temps, les filles émigrent plus que les garçons phénomène qui, dans les années 1990, atteint aussi pour la première fois le nord-est. En 1950, il y a plus de filles que de garçons en milieu rural brésilien, en 1960, la proportion entre les sexes est pratiquement la même, et à partir de là, à chaque décennie, le nombre de garçons par rapport aux filles augmente. En 1991, le nombre de garçons dans la couche des 15-19 ans dépasse de 13 % le nombre de filles et, dans la couche de 20-24 ans, il le dépasse de 12 %. Mais récemment, ce processus de « masculinisation du milieu rural » atteint non seulement le milieu rural proprement dit, mais aussi les petites villes de province <sup>22</sup>. Ces données sont encore plus significatives quand on sait que 19 % de la main d'oeuvre féminine urbaine est occupée dans le travail domestique et que l'emploi domestique est un des sous-secteurs économiques où la rémunération de la classe travailleuse est la plus faible <sup>23</sup>.
- 14 On ne dispose pas d'informations fiables sur la manière dont cette population migrante rurale, de plus en plus jeune, s'intègre dans le milieu urbain. Il y a cependant une nette différence avec ce qui s'est passé durant les années 1970, lorsque la croissance économique a permis que l'exode rural fût, de fait, un moyen de réduire la pauvreté

rurale. Les familles, dont le revenu *per capita* était inférieur au quart du salaire minimum, constituaient, en 1970, pas moins de 43,9 % du total. En 1980, ce montant tombe à 17,7 %. Or, parmi les familles qui travaillent dans le secteur primaire (essentiellement dans l'agriculture), cette chute est insignifiante, comme le démontre le travail de José Pastore, Hélio Zylberstajn et Carman Silvia Pagotto<sup>24</sup>. En d'autres termes, la croissance urbaine et métropolitaine des années 1970 offrait (même si c'était de forme précaire) une possibilité réelle d'amélioration des conditions de vie à un vaste contingent de la population qui sortait des campagnes. D'autant plus que les conditions de vie de ces campagnes n'offraient pas, loin s'en faut, les opportunités offertes dans les villes par une économie en forte expansion.

- 15 Cet horizon s'inverse à partir des années 1980, quand s'épuisent « les mécanismes de croissance rapide et que se trouve "bloquée" la mobilité qui assurait l'intégration de masses croissantes de travailleurs »<sup>25</sup>. L'IPEA<sup>26</sup> parle d'un « nouveau modèle de développement qui s'ébauche pour les prochaines décennies », dont le trait essentiel est la désaccélération de l'emploi dans les secteurs économiques les plus dynamiques. Il est clair que la création de revenus ne peut se confondre avec « l'emploi » formel, ni se réduire aux secteurs les plus dynamiques de l'économie. Mais selon les projections de l'IPEA, une croissance économique de 3 % par an conduirait, en 2005, le pays à un déficit de création d'emplois correspondant à 6,1 millions de postes de travail. Les projections les plus récentes de croissance économique (jusqu'à l'horizon de 1999) rendent bien incertaines les possibilités de croissance du marché de travail urbain.
- 16 En outre, bien que le taux de croissance prévu pour la population économiquement active ayant étudié pendant plus de huit ans (que l'IPEA appelle « qualifiée ») soit bien supérieur à celui de la population non qualifiée (ayant étudié moins de huit ans), c'est un fait que sur un ensemble de 90 millions de Brésiliens actifs, pas moins de 60 millions auront encore, en 2005, un niveau d'éducation précaire. Dans toutes les projections de l'IPEA, la population non qualifiée connaîtra un plus haut niveau de chômage et des rémunérations plus basses que la population qualifiée. Dans les secteurs industriels, le solde d'emplois créés a été positif dans la période 1996-1997 parmi les jeunes (de 10 à 24 ans), contrairement à la population des plus de 24 ans. Mais, en même temps, le bilan a été négatif pour les « non qualifiés », comme le montre une enquête récente du PNUD-BNDES<sup>27</sup>. L'augmentation de l'emploi jeune dans l'industrie n'est toutefois pas arrivée à contrebalancer l'ensemble des pertes d'emplois de travail pour ceux qui sont dans cette couche d'âge, selon l'enquête de Márcio Pochmann : en 1997, sur dix jeunes occupés, quatre sont autonomes et six salariés, parmi lesquels à peine deux ont leur carte de travail signée<sup>28</sup>. Or l'actuelle formation scolaire des jeunes ruraux contribue de façon décisive à leur insertion sur le marché du travail urbain. Bien que la fréquentation scolaire des filles soit supérieure à celle des garçons, le Brésil figure, même ainsi, parmi les pays latino-américains dotés des indicateurs les plus bas en matière d'éducation rurale, et rien n'indique que ce cadre soit en train de se modifier de façon significative. En 1995, au Chili, 5 % des garçons et 4 % des filles avaient un niveau d'études de moins de quatre ans ; au Mexique, cette situation concernait 27 % des garçons et 21 % des filles. Mais au Brésil, ce ne sont pas moins de 55 % des garçons et 42 % des filles du milieu rural qui ont étudié pendant moins de quatre ans, selon des données de la CEPAL<sup>29</sup>. Leur niveau d'études, au moment où ils se présentent sur le marché du travail urbain, va donc aussi contribuer à ce qu'ils aient les rémunérations les plus basses<sup>30</sup>.

- 17 Le taux élevé de sous-emploi de la main d'œuvre, surtout dans l'agriculture familiale <sup>31</sup>, a comme conséquence que ceux qui émigrent sont justement ceux qui ont le plus de chances de trouver du travail en ville, même si c'est dans des conditions précaires, c'est à dire ceux et surtout celles qui sont les plus jeunes. C'est une situation assez proche de celle décrite par Jerzy Tepicht <sup>32</sup> pour la Pologne, quand il parlait des « forces marginales et non transférables » à l'intérieur de l'agriculture familiale, celles dont le travail ne trouvait pas de valorisation mercantile en dehors de l'unité familiale ; la différence est que, dans l'Europe de l'Est des années 1970 analysée par Tepicht, ces forces non transférables étaient constituées par le « [...] travail partiel de femmes, enfants et personnes âgées », tandis qu'au Brésil, elles sont formées d'hommes et de femmes des tranches d'âge de pleine activité. Toutes les données semblent donc aller dans le même sens ; quel que soit le dynamisme des villes brésiliennes, elles seront de moins en moins propices à accueillir des migrants dotés d'une formation scolaire et professionnelle précaire. Il ne faut pas non plus oublier que ces migrants représentent, pour les villes, un coût social et environnemental qui n'est plus compensé par l'usage productif qui se faisait autrefois par leur travail bon marché. Les migrations expliquent en partie pourquoi les zones urbaines les plus précaires du point de vue de l'environnement croissent plus que l'ensemble urbain <sup>33</sup>.
- 18 Ainsi, la situation brésilienne actuelle est bien différente de celle qu'ont connue les pays capitalistes centraux dans leur période d'exode rural le plus accéléré, et, dans un certain sens, du Brésil entre 1950 et la première moitié des années 1970, quand les villes présentaient une perspective vraisemblable d'ascension sociale pour les migrants ruraux.

## Conséquences pour le développement rural

- 19 C'est dans ce contexte de restrictions que doit se poser la question de l'opportunité d'une politique ambitieuse de développement rural pour le pays. Quel est le sort de la population et des espaces peu peuplés du Brésil (voir encadré 1) et quelles fonctions l'agriculture familiale peut-elle y remplir ?

### Encadré 1 : Espaces à faible densité de population

Entre 1991 et 1996, le poids démographique des petites municipalités a baissé significativement ; elles sont passées de 16 % de la population urbaine à seulement 11 % en cinq ans <sup>34</sup>. La chute a été encore plus forte que celle enregistrée pour la population rurale pendant la même période. Mais, si l'on additionne à la population définie strictement comme rurale celle qui vit dans des municipalités de moins de 20 000 habitants, c'est près d'un tiers de la population brésilienne qui est concernée, soit 50 millions de personnes en 1996.

Ce déclin des plus petites municipalités a été également constaté aux États-Unis pendant les années 1980 : « [...] les tendances récentes de la population rurale sont inversement proportionnelles à la dimension de la communauté. En moyenne, les villes les plus petites ont été le plus sérieusement atteintes, tandis que les moyennes sont arrivées à maintenir leur position. Dans l'État d'Iowa, par exemple, les 680 petites villes de moins de 1 000 habitants ont perdu près de 35 % de leur commerce au détail durant les années 1980, et leur perte de population s'est concentrée sur les jeunes. Au total, 72 % des villes de moins de 2 500 habitants ont perdu une partie de leur population pendant les années 1980 » <sup>35</sup>.

Tableau 4 : Distribution de la population brésilienne par groupes de dimension (en pourcentage de la population totale) <sup>36</sup>

Groupes (en millier)	1940	1950	1960	1970	1980	1991	1996
Population urbaine	31,2	36,2	45,4	55,9	67,7	74,8	78,0
< 20	11,7	11,9	12,7	14	15,5	16,4	11,8
20-49	1,9	3,0	4,3	5,1	6,3	7,6	10,4
50-99	1,7	2,2	2,6	3,2	4,1	5,4	9,1
100-499	5,1	4,9	4,4	6,5	9,6	10,7	11,3
= ou > 500	10,8	14,2	21,4	26,7	32,3	35,2	35,7
Population rurale	68,8	62,8	54,6	44,1	32,4	24,5	22,

- 20 On peut avoir à ce propos deux conceptions de la société. La première assure que les localités de faible concentration de population sont fatalement condamnées à la désertification sociale, économique et culturelle. Selon cette optique, l'exode rural est non seulement irréversible mais encore souhaitable, et les investissements publics doivent se concentrer dans les régions vers lesquelles les migrants se dirigent, puisque, dans leurs lieux d'origine, les possibilités de création de revenus sont très précaires <sup>37</sup>. Les spécialistes donnent à cette optique le nom de *biais urbain du développement* (*urban bias*, selon l'expression de Michael Lipton). Il n'est pas difficile de percevoir qu'il a été prédominant dans l'histoire brésilienne récente et que son influence est encore marquante aujourd'hui, aussi bien dans l'opinion publique en général que parmi les intellectuels. La politique nationale des *Assentamentos* <sup>38</sup> et le PRONAF Programme national d'appui à l'agriculture familiale <sup>39</sup> sont l'expression des forces qui s'opposent à cette vision, jusqu'ici dominante, des relations entre ville et campagne dans le processus de développement. Ici l'option est qu'il existe un potentiel de création de revenus dans le milieu rural et dans les communes avec lesquelles il s'articule, potentiel que la société n'a pas été capable jusqu'ici de valoriser.
- 21 Sept propositions fondamentales argumentent cette position.
- 22 1) Le coût peu élevé du travail dans la plupart des régions rurales brésiliennes doit être vu comme un *handicap*, mais aussi, en même temps, comme un *atout*. Dans les situations de pauvreté, la productivité du travail peut être augmentée grâce à des investissements relativement modestes, comme le montre l'importante étude de l'IFAD (International fund for agricultural development) <sup>40</sup>. Attendre que les bénéficiaires de la croissance économique atteignent les populations les plus pauvres par la simple expansion de la demande de travail est un chemin bien plus incertain que de les doter des moyens qui vont les convertir en protagonistes du processus de croissance économique dans les régions où elles habitent. L'analyse de 100 projets de développement financés par l'IFAD depuis 1985 montre un taux de retour bien supérieur à ce qu'on attend de projets

conventionnels d'investissement et aussi du coût d'opportunité du capital dans les pays en développement. L'expérience brésilienne récente est de plus en plus partagée dans ce sens. La rentabilité des investissements dans des milieux où domine la pauvreté rurale dépend fondamentalement de la capacité des organisations locales et des pouvoirs publics à modifier la forme dont les bénéficiaires des projets s'articulent avec le reste de la société. Les nouveaux modes d'insertion sociale que les investissements assurent sont plus importants que leur montant (voir l'encadré 2).

#### Encadré 2 : Une expérience de construction du capital social

Le journal économique *Gazeta Mercantil* a publié récemment <sup>41</sup> un reportage qui décrit quelques-uns des résultats du programme réalisé en commun par le gouvernement de Pernambuco et l'agence de coopération allemande GTZ auprès de 30 communautés rurales. Bien qu'ils soient modestes, les financements obtenus par chaque famille leur ont permis d'acquérir de la terre et des équipements à coût peu élevé destinés à la production. Par exemple, dans *l'Engenho Moscou* (à Bonito, 137 km de Recife), un agriculteur a acheté dix hectares de terre pour 1 000,00 R\$ <sup>42</sup>, ce qui lui a permis de produire suffisamment pour quitter le statut de salarié qu'il avait jusqu'alors : « Je devais me lever à trois heures du matin et voyager pendant une heure à l'arrière d'un camion pour arriver à temps et trouver de la canne à couper ». Ses enfants sont à l'école et il a pu faire des travaux dans sa maison. Les ressources sont tirées d'un fond rotatif <sup>43</sup>, prêts à un taux d'intérêt de 15 % par an ; malgré un taux supérieur à ce qui est de coutume, tous honorent leur dette ; cela indique nettement que l'accès au crédit, même pour des activités économiques traditionnelles et apparemment de peu d'avenir, constitue une source de revenus qui, pour les populations engagées dans les projets, représentent une amélioration de leur niveau de vie : dans cet exemple, le revenu des familles bénéficiaires a triplé. Mais le plus important, dans toutes ces expériences de création de revenus à partir d'investissements modestes, est l'organisation de la communauté qui permet la réduction des coûts de transaction dans les affaires, l'instauration d'un climat de confiance et l'amplification du champ d'action sociale des agriculteurs. Plus encore, l'élévation des revenus et l'accès à des institutions avec lesquelles les habitants n'avaient aucune relation jusqu'alors (banques, assistance technique, commerçants) les émancipent de la dépendance des relations de clientèle, celle des *atravessadores* <sup>44</sup> qui rabaisent le prix des produits qu'ils vendent. Cent cinquante pêcheurs, bénéficiaires du programme du gouvernement de Pernambuco et de la GTZ, ont vu leurs revenus passer d'un salaire minimum <sup>45</sup> à 500 reais par mois grâce à la substitution de leurs embarcations en bois par d'autres en fibre de verre. C'est l'obtention d'un fonds de roulement qui leur a permis de se passer des *atravessadores* traditionnels et de pouvoir ainsi élever leurs gains. Ce qui importe, c'est qu'ils ont pu transformer l'ambiance institutionnelle dans laquelle ils étaient insérés, puisque leur cercle de relations sociales inclut maintenant non seulement les spécialistes du projet, mais aussi l'industrie qui leur a fabriqué les nouvelles embarcations, les commerçants auprès desquels ils ont pu diversifier leurs acquisitions et surtout la communauté elle-même, organisée autour d'un projet bien réussi.

- 23 2) Lever le principal obstacle pour que les unités familiales de production agricole se transforment sur la base du développement rural consiste à faire en sorte qu'elles puissent se doter des moyens qui leur permettent de participer à des marchés dynamiques, compétitifs et exigeants en innovations. Dans ce sens, les secteurs où cette production se concentre le plus aujourd'hui sont justement très problématiques. Ainsi, dans la production de grains <sup>46</sup>, se dessine une tendance assez nette à une baisse des prix. Selon une étude récente du Centre d'économie agricole de la Fondation Getúlio Vargas, le

revenu brut du secteur producteur de grains a connu une baisse de 50 % entre 1980 et 1997, à cause de l'ouverture commerciale mais aussi de l'élévation de la productivité ; celle-ci a crû de 430 à 1 300 kilogrammes par hectare dans le cas du coton, de 1 500 à 2 700 pour le riz, de 1 750 à 2 300 pour le soja et de 1 600 à 2 600 pour le maïs <sup>47</sup>. Dans le cas du lait également, la croissance de l'offre de 41 % entre 1990 et 1998 est accompagnée d'une réduction significative des prix <sup>48</sup>. On observe encore des tendances semblables dans la production des petits animaux et dans celle du tabac <sup>49</sup>. Ces informations sont confirmées par les résultats d'une enquête du PNUD/BNDES <sup>50</sup>, selon laquelle une augmentation de la demande de produits agricoles conduit à la création d'une quantité de postes de travail supérieure à celles de la plupart des autres secteurs économiques <sup>51</sup> ; mais les postes de travail ainsi créés sont parmi ceux dont la rémunération est la plus basse de toute l'économie. En outre, c'est un secteur dont la croissance n'a qu'un timide effet multiplicateur sur l'expansion de l'économie dans son ensemble.

- 24 Le développement rural ne peut donc pas être conçu comme une simple expansion des activités agricoles. En même temps, vu l'importance de ces activités en milieu rural, elles auront pendant longtemps un poids déterminant, aussi forte que soit la tendance à la croissance des activités non agricoles à la campagne. C'est la quadrature du cercle du développement rural brésilien qui sera résolue, non par l'abandon prématuré des activités agricoles occupant aujourd'hui la majorité de la population rurale, mais par un changement décisif dans ses formes d'organisation. C'est dans la construction de nouveaux marchés, tant pour les produits jusqu'ici prédominants que pour les activités qui commencent à peine à se développer, que se concentre le défi le plus important du développement rural. Cette construction ne va pas résulter de l'action spontanée des agents privés, mais bien de l'organisation des producteurs, appuyée de manière décisive par les mouvements sociaux et par les pouvoirs publics.
- 25 3) Une importante partie de l'agriculture familiale brésilienne n'arrive pas à s'affirmer économiquement en raison de l'environnement social, qui la lie au marché. C'est ce qui arrive surtout dans les régions les plus pauvres du nord-est, où certains mécanismes de commercialisation restent encore prédominants, comme la « vente sur paille » <sup>52</sup>, mécanismes qui lient les familles à un commerçant (petit boutiquier ou *atravessador*), qui devient le destinataire naturel des produits du travail agricole <sup>53</sup>. Cela se passe chaque fois que, dans leur milieu local et régional, les familles disposent de peu de marge de manœuvre pour le choix de la commercialisation de leurs produits, pour l'obtention de financement, pour l'achat d'intrants et pour l'accès à l'information. Dans les rares cas où le crédit agricole concerne ces familles, non seulement la réponse est immédiate en termes de production, mais encore l'élévation du revenu est évidente, même pour les produits conventionnels. Alors, la famille arrive à s'émanciper du cercle de la dépendance de clientèle à laquelle elle était traditionnellement liée, et ainsi s'ouvre la voie pour qu'elle s'insère dans des marchés compétitifs.
- 26 Mais les tentatives de promouvoir l'accès des populations pauvres au crédit se heurtent à deux obstacles. Dans le cas des « *assentamentos* », l'élimination presque totale des risques pour le système financier comme pour l'agriculteur lui-même constitue une des limites fondamentales à ce que le crédit devienne un instrument de développement. Les financements, au lieu de s'intégrer à des projets économiquement viables, tendent à devenir une manière de compléter les revenus de ces familles, perpétuant ainsi la situation de pauvreté dans laquelle elles se trouvent. Même si se constatent des situations qui échappent à ce modèle, celui-ci occupe, aujourd'hui, malheureusement, un poids très

important dans les « *assentamentos* »<sup>54</sup>. Dans le cas du PRONAF, le problème est inverse : comme le risque existe pour le système bancaire et pour les agriculteurs, les critères de sélection tendent à éliminer les agriculteurs incapables d'offrir des garanties et des contreparties, même s'ils peuvent présenter des projets économiquement viables<sup>55</sup>. Un exemple est le nombre insignifiant d'agriculteurs de bas revenus agricoles qui ont réellement obtenu des financements, bien qu'une ligne de crédit du PRONAF soit dirigée spécialement pour eux.

- 27 La solution à ce problème ne réside pas dans la création d'un système de crédit officiel en marge du système bancaire, qui supprimerait la propre notion de risque, mais dans l'organisation sociale des producteurs qui pourraient ainsi faire pression sur le système bancaire pour qu'il concède des crédits et favoriser l'apparition de formes collectives de réduction des risques, comme les fonds de garantie ou la garantie solidaire pour les emprunts. Les coopératives de crédit, en développement dans le sud du pays, sont également un moyen de contrebalancer les frais de transaction bancaire par l'organisation locale. Il est, certes, important, que, même dans les marchés conventionnels de produits agricoles, il existe un espace significatif qui puisse être occupé par l'agriculture familiale ; mais son efficacité va dépendre fondamentalement de sa capacité à s'organiser localement et à faire pression sur les institutions publiques et privées pour changer la matrice de son insertion sociale.
- 28 Par ailleurs, il est clair que ce changement ne dépend pas seulement du crédit. Il est difficile d'imaginer que les parents des enfants qui fréquentent les 16 000 écoles des zones rurales du nord-est<sup>56</sup> sans fourniture d'eau ni citerne (71,05 % du total des écoles de campagne de la région) puissent avoir accès au crédit, à l'assistance technique et à des projets productifs qui soient sources de revenus. En d'autres termes, sans une transformation organiquement articulée de l'environnement social et économique qui détermine les conditions de vie, les ressources auront tendance à se stériliser.
- 29 4) La recherche de nouveaux marchés passe aussi par la compréhension des changements de fonctions que le milieu rural remplit pour la société. Quelle que soit l'importance de la production à bas prix d'aliments considérés « de base » (riz, haricot, maïs, manioc), la demande pour des denrées diversifiées est de plus en plus significative, correspondant à ce qu'on peut appeler des « marchés de qualité », qui vont des champignons et des escargots aux produits sans intrants chimiques ou aux articles destinés à l'industrie pharmaceutique. Même les aliments constituant le gros de l'offre agricole (soja, maïs, blé, café, viande et petits animaux) ont tendance à souffrir d'un fort processus de différenciation de la demande, dont va dépendre une part croissante du revenu des producteurs ; la qualité et les caractéristiques spécifiques des produits vont s'imposer plus que le critère presque exclusif de la quantité et du prix. C'est dans ce type de produit, destiné non pas à une clientèle indifférenciée mais à des acheteurs spécifiques, que résident aujourd'hui les plus grands potentiels du marché. Jusque récemment, les agriculteurs étaient des professionnels de la production et non de la vente, dont se chargeaient les grandes organisations, comme les coopératives et les agences publiques auxquelles, fréquemment, ils destinaient leurs produits. Aujourd'hui, au contraire, les agriculteurs, et leurs organisations, bien entendu, ont besoin de savoir, de plus en plus, quel est leur client, dans quel créneau du marché ils vont vendre leurs produits, à quelle demande de la société ils seront capables de répondre. En somme, leur affirmation économique ne se situe plus seulement dans les limites de l'exploitation, mais elle suppose une profonde connaissance du marché avec lequel ils s'articulent. Il ne s'agit

donc pas simplement de parier sur des activités rurales dites « non agricoles ». Même dans l'agriculture, il y a un vaste champs pour la construction de marchés de qualité où les attributs écologiques des produits peuvent être des facteurs décisifs pour l'élévation du revenu. L'exportation du soja du Rio Grande do Sul avec un label garantissant qu'il est « organique » et ne contient pas de produits transgéniques peut accroître sa valeur de 80 % ; il en est de même pour le café organique du sud de l'État de Minas Gerais, exporté en Allemagne pour le double du prix conventionnel.

- 30 5) Outre ce nouveau profil plus tourné vers des marchés spécifiques et segmentés que la production agricole tend à acquérir, le milieu rural est de moins en moins vu par la société comme un espace strictement productif. Ses fonctions de préservation de l'environnement, de création d'un cadre favorable au loisir, au contact avec la nature et avec un style de vie différent de celui qui caractérise les villes, sont de plus en plus valorisées. Jusqu'à présent, ces nouvelles occasions qui se traduisent par exemple dans des fermes-hôtels et le tourisme écologique <sup>57</sup> jouent, c'est clair, au bénéfice des mieux dotés en moyens nécessaires à leur utilisation économique. À la différence de ce qui se passe dans les pays européens, la participation des agriculteurs familiaux brésiliens dans les activités de tourisme rural et écologique est insignifiante. Il n'y a cependant aucune raison technique qui écarte, en principe, les agriculteurs familiaux de l'immense potentiel représenté par les marchés de qualité et par ces nouvelles fonctions (préservation de l'environnement et loisir) que le milieu rural remplit pour la société. Il faut rappeler que la démocratisation de l'accès aux moyens les plus modernes de communication (que le processus récent de privatisation pourra accélérer), de même que la relative décentralisation des investissements et la construction de nouvelles voies de transport dans le pays bénéficieront non seulement à la production agricole traditionnelle, mais permettront aussi le développement de ces nouvelles activités rurales.
- 31 6) Ces observations sont importantes car elles vont à contre-courant de la vision fréquente selon laquelle les agriculteurs familiaux seront fatalement marginalisés par le processus de globalisation. Rien n'est moins évident. La globalisation, dans tous les domaines de la société, depuis les télécommunications jusqu'à l'agriculture, entraîne de plus grandes segmentation et différenciation des marchés ; les groupes sociaux qui sauront valoriser les potentialités de leur localisation auront plus de chances de développement que ceux qui resteront liés à des marchés anonymes et indifférenciés. Ces attributs ne sont pas seulement ni fondamentalement naturels. Le plus important est la formation de ce qu'on appelle dans les institutions internationales le « capital social » : « [...] par analogie avec les notions de capital physique et humain, le capital social se réfère à des caractéristiques de l'organisation sociale, comme les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération pour le bénéfice mutuel. Le capital social stimule les bénéfices de l'investissement en capital physique et humain » <sup>58</sup>.
- 32 Les travaux les plus récents dans ce sens amplement confirmés par l'expérience brésilienne, aussi bien du PRONAF <sup>59</sup>, des « *assentamentos* » <sup>60</sup>, que de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) montrent que le capital social n'est pas seulement un héritage, mais qu'il peut s'accumuler en réponse à des situations de crise <sup>61</sup>. C'est en ce sens que le développement rural passe par la construction de nouveaux territoires, c'est à dire par la capacité qu'auront les acteurs économiques locaux de gérer et valoriser le patrimoine des régions où ils habitent. De la même manière que dans les districts industriels étudiés par Marshall au début de ce siècle, la littérature contemporaine accumule des exemples, comme celui de la « Troisième Italie », où le

renforcement des liens territoriaux suscite l'éclosion de potentialités jusqu'alors endormies dans la culture locale et dans des procédés de production et de commercialisation abandonnés<sup>62</sup>. Les territoires qui ont le plus de chances de s'intégrer positivement au processus de globalisation ne sont pas ceux qui bénéficient de ressources spécifiques (terre, énergie, travail bon marché) dont la valeur tend à tomber avec la réduction des coûts des transports, des communications et des matières premières. C'est la capacité à valoriser les ressources locales et surtout à créer un milieu propice à la collaboration entre les divers segments productifs et entre campagne et ville qui va décider de l'avenir de chaque région<sup>63</sup>.

- 33 7) Mais la condition préalable, indispensable, pour que les actions de la société civile et des pouvoirs publics aboutissent au développement rural, reste l'accès à la terre. Même dans les régions les plus développées du pays, la dépendance du travail salarié agricole signifie systématiquement les pires conditions de vie, comme le montre le travail de Leone<sup>64</sup> pour l'État de São Paulo. Un exemple éclairant et récent vient de l'État de Minas Gerais : l'*agrobusiness* de Unai (MG), qui a atteint une « échelle d'entreprise, est aujourd'hui entre les mains de 200 grands et moyens entrepreneurs », montre des signes de progrès illustrés par les bons résultats obtenus par l'agence de la Banque du Brésil, par l'augmentation de la cueillette de coton et par l'installation d'équipements industriels. En contrepartie<sup>65</sup>, dans cette région où « circulent 15 000 gamelles-froides »<sup>66</sup>, les conditions sociales sont extrêmement précaires, la criminalité et le trafic de drogues épouvantables. Il est probable que la richesse produite à Unai soit bien supérieure à celle de l'Engenho Moscou, auquel se réfère l'encadré 2, ci-dessus. La différence entre les deux cas est que, à l'Engenho Moscou, l'accès à la terre, au crédit, à l'organisation, à l'information, en somme à la formation du capital social, fait que les individus peuvent bénéficier, au plan local, des résultats économiques (même très modestes) du processus dont ils sont les protagonistes directs. Le contraste entre Unai et l'Engenho Moscou est un exemple emblématique de la différence entre croissance économique et développement.

\* \* \*

- 34 La réflexion sur le potentiel que la valorisation des attributs territoriaux des différentes régions peut apporter au développement est encore balbutiante au Brésil. Il s'agit d'un chemin fertile pour la recherche et pour l'élaboration des projets de politiques : c'est autour des territoires que pourront être découverts de nouveaux rapports ville/campagne, capables de procurer des occasions, jusqu'ici endormies, de créer des revenus. C'est dans ce sens que le milieu rural peut être envisagé de manière positive, non comme le local où on attend le moment de s'intégrer à la vie urbaine, mais comme la base de projets capables de motiver le surgissement local et régional de nouvelles chances. La croissance urbaine récente c'est ce qu'on a tenté de montrer dans la seconde partie de ce travail offre au milieu rural de nouvelles chances de création de revenus, bien supérieures à ce qui était généralement obtenu dans le passé par les activités agricoles. En même temps et malgré l'importance de l'exode rural qui atteint surtout les jeunes, garçons et filles, la capacité des centres urbains à absorber de manière productive ceux qui arrivent de la campagne s'est épuisée, comme on l'a vu dans la troisième partie du texte.
- 35 Le faible coût du travail rural permet que des projets modestes, comme celui de l'Engenho Moscou, élèvent le niveau de vie de populations qui vivaient jusqu'alors en situation de misère absolue. Il est vrai que les marchés agricoles conventionnels sont peu propices à cette ascension sociale. Mais ce désavantage peut être pour le moins contrebalancé par la

construction de nouvelles relations entre agriculteurs et marché. L'organisation locale, l'amplification des réseaux des agriculteurs, la pression pour qu'augmente leur accès au crédit et aux investissements publics en infrastructure et services (et surtout les investissements en éducation et formation), tous ces facteurs conjugués ont le pouvoir de modifier l'environnement institutionnel du milieu rural pour qu'on cesse de l'assimiler automatiquement au retard et à l'abandon. Pour cela le capital social doit se substituer, en partie, au capital physique.

Traduit du brésilien par Ghislaine Duqué.

## NOTES

1. Ce texte est la version révisée d'un travail fait pour le Centre d'études sur l'agriculture et le développement du ministère Extraordinaire des Affaires foncières (NEAD/MEAF).
2. Vilmar FARIA, « Cinquenta anos de urbanização no Brasil. Tendências e Perspectivas », dans *Novos Estudos*, n° 29, 1991, pp. 98-119.
3. Amartya SEN, « Ingredients of Famine Analysis: Availability and Entitlements », dans *Resources, Values and Development*, Harvard University Press, 1981-1984, pp. 482-485.
4. Ce dynamisme est propre aux villes qui se convertissent en centres régionaux, comme le montre Jane Jacobs (Jane JACOBS, *Cities and the Wealth of Nations*, Penguin Books, 1984-1986), et non à celles qui peuvent être considérées comme des « enclaves ». Et c'est justement ce potentiel d'irradiation régionale qui caractérise bon nombre de villes moyennes brésiliennes.
5. Denise Andrade RODRIGUES, « Os novos investimentos no Brasil. Aspectos setoriais e regionais », dans *Revista do BNDES*, volume 4, n° 9, 1998, pp. 213-244.
6. PNUD, *Relatório do Desenvolvimento Humano. 1997*, Lisbonne, Trinova Editora, 1997.
7. Christopher RAY, « Towards a Theory of the Dialectic of Local Rural Development within the European Union », dans *Sociologia Ruralis*, volume 37, n° 3, 1997, pp. 345-362 ; Heino Von MEYER, « Les enseignements des indicateurs territoriaux », dans *L'Observateur de l'OCDE*, n° 210, 1998, pp. 5-8.
8. OCDE, *Indicateurs territoriaux de l'emploi. Le point sur le développement rural*, Paris, 1996.
9. Vilmar FARIA, « Cinquenta anos de urbanização no Brasil... », art. cité.
10. Thompson Almeida ANDRADE et Rodrigo Valente SERRA, « O recente desempenho das cidades médias no crescimento populacional urbano brasileiro », dans *Texto para discussão*, n° 554, IPEA, 1998.
11. *Ibidem*.
12. Le terme a même été employé dans le rapport brésilien à la Conférence de Rio, d'après les travaux de George Martine.
13. Clélio Campolina DINIZ et Marco. A. CROCCO, « Reestruturação econômica e impacto regional : o novo mapa da indústria brasileira », dans *Nova economia* [Belo Horizonte], volume 6, n° 1, 1996, pp. 77-104.
14. Denise Andrade RODRIGUES, « Os novos investimentos no Brasil... », art. cité.
15. Bien que Rodrigues n'ait étudié que les investissements industriels.

16. Ana Amélia CAMARANO et Ricardo ABRAMOVAY, « Êxodo rural, envelhecimento e masculinização no Brasil. Panorama dos últimos cinquenta anos », dans *XXI Encontro da Associação Nacional de Pesquisa e Pós-Graduação em Ciências Sociais*, ANPOCS, Caxambu, mimeo, 1997.
17. Sources : Ana Amélia CAMARANO et Ricardo ABRAMOVAY, « Êxodo rural... », art. cité, à partir des données brutes de l'IBGE ; divers recensements démographiques. \* Taux calculé sur dix ans, pour permettre la comparaison.
18. Sources : Ana Amélia CAMARANO et Ricardo ABRAMOVAY, « Êxodo rural... », art. cité, à partir des données brutes de l'IBGE ; divers recensements démographiques.
19. Les taux des années 1991-1995 sont projetés sur une période de dix ans pour permettre leur comparaison avec les décennies antérieures. Il est clair que nous ne voulons aucunement présumer du comportement démographique réel de la seconde moitié de la décennie.
20. Sources : Tableau 2.
21. Ana Amélia CAMARANO et Ricardo ABRAMOVAY, « Êxodo rural... », art. cité
22. Ce thème a été véhiculé par le *Journal National* (de la Rede Globo) du 1er août 1998 et a fait l'objet d'un récent reportage de la revue *VEJA*, de forte audience nationale.
23. Hildete Pereira MELO, « O Serviço Doméstico Remunerado no Brasil : de Criadas a Tralhadoras », dans *Texto para Discussão* [Rio de Janeiro], n° 565, 1998.
24. José PASTORE, Hélio ZYLBERSTAJN et Carman Sílvia PAGOTTO, *Mudança Social e Pobreza no Brasil : « 1970-1980 (O que Ocorreu com a Família Brasileira ?)*, Estudos Econômicos, FIPE/Pioneira, São Paulo, 1983.
25. Carlos Américo PACHECO, « Urbanização e reprodução social : marginalidade e precarização das estruturas sociais no desenvolvimento urbano brasileiro », dans *Convênio SEP/FECAMP, Urbanização e metropolização no Estado de São Paulo: desafios da política urbana*, Rapport de Recherche, mimeo, Campinas, 1992.
26. IPEA, *O Brasil na Virada do Milênio. Trajetórias do Crescimento e Desafios do Desenvolvimento*, volume II, Brasília IPEA, 1997. Institut de recherches économiques appliquées (NDLT).
27. Citée dans la colonne de Delfim Netto, *Folha de São Paulo*, 5 août 1998, p. 2.
28. En 1980, sur dix jeunes occupés, trois étaient autonomes et sept salariés, dont quatre avaient leur carte de travail signée (ce qui leur garantit les droits légaux de la justice du travail, selon les données de l'enquête de Márcio Pochmann transcrites dans un reportage d'Andréa Hafez, *Gazeta Mercantil*, 2 septembre 1998).
29. John DURSTON, « Juventud rural en América Latina : Reduciendo la invisibilidad », Travail présenté au *XXI Congresso da Associação Latino Americana de Sociologia*, São Paulo, 1997.
30. En neuf jours de fonctionnement durant le dernier mois de juillet, le Centre de solidarité avec le travailleur de la force syndicale a enregistré 21 040 chômeurs pour 1 689 postes de travail offerts par des entreprises de São Paulo. Le plus impressionnant est que le Centre n'a réussi à placer que 135 travailleurs, en raison de leur basse qualification. La construction civile, secteur réservé traditionnellement à la main d'œuvre peu qualifiée, n'offrait que 4 % des postes. L'industrie répondait pour 10 %, le commerce pour 22 % et les services pour 41 % du total, selon un article de José Nêumane dans *O Estado de São Paulo*, 5 août 1998.
31. Un travail récent d'Angela Kageyama évalue ce sous-emploi à pas moins de 35 % de la population économiquement active. Évidemment, c'est au sein des unités familiales que ce phénomène apparaît sous sa forme la plus claire : Angela KAGEYAMA, « O subemprego

- agrícola nos anos 90 », dans *Nova Economia* [Belo Horizonte], volume 7, n° 1, 1997, pp. 83-98.
32. Jerzy TEPICHT, *Marxisme et agriculture. Le paysan polonais*, Paris, Librairie Armand Colin, 1973.
33. Entre 1980 et 1991, le nombre de résidences dans les zones situées à plus de 20 kilomètres de la Praça da Sé (centre de São Paulo, NDLT) et à moins de 100 mètres des cours d'eau (zones particulièrement sujettes aux inondations) a augmenté de 6,7 % par an, selon le travail de Haroldo G. Torres (Haroldo G. TORRES, *Desigualdade ambiental na cidade de São Paulo*, Doutorado, IFCH/UNICAMP, mimeo, Campinas, 1997). Bien que la population métropolitaine dans son ensemble ait pratiquement cessé de croître, l'expansion est encore impressionnante dans ces zones à haut risque. C'est là que tendent à s'installer les nouveaux-venus.
34. Ana Amélia CAMARANO, « Tendências demográficas recentes da região Norte », dans IPEA, mimeo, 1998.
35. William A. GALSTON, et Karen J. BAEHLER, *Rural Development in the United States. Connecting Theory, Practice and Possibilities*, Washington D.C., Island Press, 1995.
36. Source : Ana Amélia CAMARANO, « Tendências demográficas... » art. cité, sur la base des recensements démographiques de l'IBGE.
37. Un intéressant débat sur ce thème a eu lieu chez les géographes économistes au début des années 1990 : où doivent se concentrer les investissements pour le combat à la pauvreté rurale ? dans les régions d'émission ou de réception de l'exode rural ? Voir, dans ce sens, le résumé du débat publié dans l'excellent article d'Alexander Schejtman (Alexander SCHEJTMAN, « Alcances sobre la Articulacion Rural Urbana y el Cambio Institucional », dans *Seminario Internacional I: Interrelación Rural-Urbana y Desarrollo Descentralizado*, Mexico, Taxco, 9-11 avril 1997, mimeo) et les numéros spéciaux de la revue *International Regional Science Review* (volume 14, n° 3 et volume 15, n° 1, tous deux de 1992).
38. « Assentamentos » : ce sont les espaces organisés pour l'installation d'agriculteurs bénéficiaires de la distribution de terre menée par les gouvernements fédéraux et les États.
39. PRONAF : Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar.
40. Idriss JAZAIRY, Mohiuddin ALAMGIR et Theresa PANUCCIO, *The State of World Rural Poverty. An Inquiry into Its Causes and Consequences*, New York, IFAD (International Fund for Agricultural Development)/New York University Press, 1992.
41. Patrícia RAPOSO, « Espírito empreendedor chega à região do quilombo » [« L'esprit d'entreprise arrive à la région du quilombo »], dans *Gazeta Mercantil*, 20 août 1998, p. A-10.
42. Environ 900 US\$ (NDLT).
43. Système de financement selon lequel le bénéficiaire d'un prêt le remboursera en le versant à un fond communautaire qui servira à financer d'autres activités (NDLT).
44. Commerçants détenant une situation de monopole ou contrôlant les producteurs qui dépendent d'eux pour leurs achats de denrées alimentaires (NDLT).
45. 130 reais par mois (NDLT).
46. Il n'est pas facile de définir de manière précise pour quelle parcelle des agriculteurs familiaux la production de grains a une importance décisive. Au Paraná, en 1997, 47 % des financements saisonniers du PRONAF ont été destinés au soja et 13 % au maïs. Au Rio Grande do Sul, le soja a été responsable pour 28 % des crédits saisonniers, et le maïs pour 19 %. Pour une discussion sur ce thème, voir : Ricardo ABRAMOVAY et José Eli VEIGA,

- « Análise da inserção do PRONAF na política agrícola », dans *Convênio FIPE/IPEA*, rapport final, mimeo, 1998.
47. Selon un reportage de Lívia Ferrari dans la *Gazeta Mercantil*, 5 juillet 1998, p. A-5.
48. Tomas Okuda, dans le supplément agricole de *O Estado de São Paulo*, 3 juin 1998, p. G-5.
49. Ari FROZZA, Gilson Alceu BITTENCOURT, Paulo César NASCIMENTO et Valter BIANCHINI, « O PRONAF e a integração fomicultor e a agroindústria fumageira », dans *Programa Novas Fronteiras da Cooperação para o Desenvolvimento Sustentável*, mimeo, 1998.
50. Sheila NAJBERG et Solange P. VIEIRA, « Emprego e crescimento econômico : uma contradição ? », dans *Textos para Discussão*, PNUD/BNDES/Área de Planejamento/ Departamento Econômico, DEPEC, Rio de Janeiro, 1996.
51. Le secteur agricole est le second après les vêtements où l'emploi augmente le plus avec la croissance de la demande sectorielle. Il n'est pas étonnant que les dernières places de la liste soient occupées par les équipements électroniques, le raffinage du pétrole, en somme par des secteurs peu intensifs en main d'œuvre. Le secteur agricole amène encore un avantage supplémentaire : son expansion est peu exigeante en produits importés.
52. Pratique consistant pour le producteur à vendre sa production sur pied, souvent bien avant la récolte et à bas prix, pour en recevoir le paiement non en argent liquide mais généralement en échange d'un crédit qui le lie au commerçant (NDLT).
53. Voir dans ce sens : Ricardo ABRAMOVAY, *Paradigmas do Capitalismo Agrário em Questão*, São Paulo, Hucitec/Edunicamp/ANPOCS, 1992, spécialement le chapitre IV
54. Il n'existe pas de bilan des remboursements par les bénéficiaires du programme national d'« assentamentos », des crédits reçus à leur installation. Tout indique que le taux de non-remboursement est très élevé, non pas par la non-viabilité économique des « assentamentos », mais bien par l'inexistence réelle des risques dans la concession du crédit par les agents financiers et son obtention par les agriculteurs.
55. Ricardo ABRAMOVAY et José Eli VEIGA, « Análise da inserção do PRONAF... », art. cité.
56. Reportage d'Ari Cipola dans la *Folha de São Paulo*, 8 septembre 1998, p. 1-5.
57. José GRAZIANO DA SILVA, Carlyle VILARINHO et Paul J. DALE, « Turismo em áreas rurais », dans Joaquim A. ALMEIDA, Mario RIEDL et José M. FROEHLICH [dir.], *Turismo Rural e Desenvolvimento Sustentável*, Curso de Pós-Graduação em Extensão Rural, Caxias do Sul, 1998, pp. 11-48.
58. Robert PUTNAM, « The Prosperous Community: Social Capital and Public Life », dans *The American Prospect*, n° 13, 1993.
59. Ricardo ABRAMOVAY et José Eli VEIGA, « Análise da inserção do PRONAF... », art. cité.
60. Benício V. SCHMIDT, Danilo N.C. MARINHO et Sueli L.C. ROSA [dir.], *Os assentamentos de reforma agrária no Brasil*, Brasília, Editora UNB e DATAUnB, 1998.
61. John DURSTON, « Building Social Capital in Rural Communities (where it doesn't exist) », dans *Theoretical and Policy Implications of Peasant Empowerment in Chiquimula, Guatemala*. Latin American Studies Association (LASA), Chicago, The Palmer House Hilton, IL, septembre 1998, pp. 24-26.
62. Arnaldo BAGNASCO, « Le développement diffus : le modèle italien », dans Ignacy SACHS [dir.], *Quelles villes pour quel développement ?*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 191-213.
63. Denis RESQUIER-DESJARDINS, *Globalización y evolución de los sistemas de producción : la Agro-Industria Rural y los « sistemas agroalimentarios localizados » en los países andinos*, Universidad de Versailles, mimeo, sans date.
64. Eugênia T. LEONE, « Famílias agrícolas no meio urbano : inserção nas cidades das famílias que continuam vinculadas à agricultura », dans Pedro RAMOS et Bastiaan P.

REYDON [dir.], *Agropecuária e agroindústria no Brasil. Ajuste, Situação atual e perspectivas*, Campinas, FAO/UNICAMP, 1995, pp. 151-170.

65. Mauro ZANATA, « Agropecuária cresce em Unaí », 10 août 1998, p. C-6.

66. *Boias frias*, terme désignant les salariés temporaires qui n'ont qu'une gamelle froide pour se restaurer pendant leur journée de travail (NDLT).

---

## RÉSUMÉS

Le milieu rural et les agglomérations de moins de 20 000 habitants regroupent actuellement environ 50 millions de personnes, soit le tiers de la population brésilienne. Quelles sont leurs opportunités de participer au processus de développement local actuel ? Pour répondre à cette question, l'article s'appuie sur le concept de « développement territorial », c'est-à-dire la création d'un réseau de rapports sociaux capable de réveiller des potentialités jusqu'alors endormies. Tout d'abord, ce travail examine la croissance récente des villes moyennes et une certaine décentralisation du développement industriel au Brésil. Malgré la persistance de l'exode rural, les villes offrent des possibilités de plus en plus restreintes d'intégration des populations migrantes. En même temps, elles posent au milieu rural de nouvelles demandes sur la base desquelles peuvent se définir de nouveaux marchés, spécialement pour l'agriculture familiale.

### **Family farming and Brazil's territorial development**

The countryside and rural settlements of less than 20 thousands inhabitants represent the third part of brazilian population, around 50 million people. Which is their opportunity to join in the development process where they live? Searching to add a contribution to this issue, this paper is supported by the idea of territorial development, what means, the creation of networks of social relations capable of awaking the potential not in use so far. First of all, the paper analyses the recent growth of medium cities and a certain decentralization of brazilian industrial expansion. Notwithstanding the persistence of rural migration, the cities offer decrescent possibilities for the integration of this incoming population. On the other had, cities demand new products and services from countryside what is itself an opportunity for new markets, specially to family farmers.

## INDEX

**Index chronologique** : XXe siècle